

LE BESOIN D'UNE UNITÉ QUI DONNE UNE PERSPECTIVE À TOUS LES TRAVAILLEUR-EUSES, AVEC OU SANS GILET JAUNE

L'INSURGÉ

23 NOVEMBRE 2018

Depuis dix-huit mois, le gouvernement Macron mène une offensive d'une immense brutalité contre les travailleurs et travailleuses, contre les acquis sociaux et les services publics. Tout y passe : le Code du travail et la protection contre les licenciements, le pouvoir d'achat des retraités avec la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée – impôt), le statut des cheminots de la SNCF, le pouvoir d'achat de tous avec les hausses massives du gazole et de l'essence, du gaz et de l'électricité, du timbre-poste...

Des hôpitaux sont fermés, les universités asphyxiées sont mises en concurrence, les lycéens bacheliers ne peuvent plus accéder à l'université de leur choix, les contrats à durée déterminée et toutes les formes de petits boulots se développent au détriment des contrats à durée indéterminée, les réfugiés, les migrant-es sont pourchassés, etc.

Et ce n'est pas fini : sont annoncées la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et la dislocation de leur statut, la destruction du système des retraites, l'obligation pour tous les jeunes d'un service civique obligatoire pour les embrigader, les endoctriner...

Et depuis dix-huit mois, les partis bourgeois (Parti républicain de Wauquiez et Rassemblement national de Marine le Pen) critiquent Macron... parce qu'il ne va pas assez loin ni assez vite dans sa politique antisociale !

Depuis plus d'un an, les travailleurs n'ont cessé de se mobiliser contre cette politique : mobilisation en défense du Code du travail, mobilisation des cheminots, manifestations des retraités, grèves et manifestations des enseignants, des infirmières et hospitaliers, des personnels des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Dans toutes ces mobilisations, les syndicats des travailleurs ont été un outil d'organisation indispensable. Mais la politique suivie par les directions syndicales a conduit à l'échec : souvent ces directions ont refusé de formuler des revendications claires (d'exiger par exemple le retrait du projet contre les cheminots et la SNCF) et, toujours, elles ont accepté de discuter avec Macron et son gouvernement, de se concerter sur les projets réactionnaires : ce dialogue social permanent a sauvé le gouvernement et sa politique, le dialogue social conduit les travailleurs et travailleuses à l'échec !

Dans ces conditions, il est assez logique que la protestation sociale surgisse de nouveau, mais par d'autres voies. C'est le cas depuis quelques jours avec celle des Gilets jaunes.

WAUQUIEZ ET LE PEN TENTENT D'INSTRUMENTALISER LA COLÈRE SOCIALE

Le mouvement des Gilets jaunes est spontané... mais la spontanéité surgit toujours dans des conditions concrètes et peut être « aiguillonnée » par des forces organisées, sociales et politiques. Ainsi, plusieurs semaines avant le 17 novembre, début de la mobilisation, les médias assuraient la couverture de cette action et des quotidiens locaux y consacraient leur première page un jour sur deux.

L'absence de revendications claires, la non-organisation de cette mobilisation ont facilité les opérations de Wauquiez, Dupont-Aignan [Debout la France] et Marine Le Pen qui ont incité leurs militants à s'inscrire dans les barrages routiers et les rassemblements, alors que toute leur politique va dans le même sens que Macron. Il en est résulté un certain nombre d'actes intolérables (propos racistes ou homophobes, livraison de sans-papiers à la gendarmerie...). Cela est inévitable : l'absence de frontières de classe laisse la porte ouverte à toutes les dérives.

Pourtant, une grande partie des Gilets jaunes sont des salarié-es, des retraités-es et des chômeurs et chômeuses, des artisans. Ils ne peuvent que vomir ces dérives. Encore faut-il que les organisations « ouvrières », syndicats et partis, reprennent l'initiative du combat contre Macron et fournissent à toute la population laborieuse les moyens politiques de ce combat.

NECESSITÉ DU FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE MACRON, WAUQUIEZ, LE PEN

Du côté des partis de « gauche » (plus ou moins d'origine ouvrière, et tous plus ou moins réformistes), cela implique de mettre fin à une politique de division et à la concurrence électoraliste pour des postes d'élus aux prochaines élections européennes et municipales. Il s'agit de réaliser l'unité

GILETS JAUNES

sur des mots d'ordre clairs : entre autres la hausse des salaires, le refus de toute nouvelle réforme des retraites, le refus du service civique-militaire obligatoire pour la jeunesse, l'abrogation de la réforme de la SNCF...

Une telle unité éviterait que certains dirigeants «de gauche» aillent manifester aux côtés de Dupont Aignan déguisé en gilet jaune.

Du côté des organisations syndicales, l'urgence absolue est de mettre fin au dialogue social avec le gouvernement qui ne sert qu'à conforter sa politique. Sur cette base, il s'agit de proposer le rassemblement de tous les travailleurs et travailleuses, avec leurs organisations, sur des revendications claires : augmentation des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu, retour à l'échelle mobile des salaires (augmentant comme les prix) garantissant au minimum le pouvoir d'achat, suppression de la CSG et défense de la sécurité sociale (suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales), retrait des projets de lois contre l'école et contre la fonction publique, aucune suppression de postes dans les services publics (hôpitaux, école, poste...) et création de tous les emplois nécessaires (EHPAD...).

L'unité des organisations, sur de tels mots d'ordre, par la grève et les manifestations unies, serait le moyen d'infliger une défaite à Macron, d'ouvrir ainsi la perspective de son départ nécessaire.

Une telle unité donnerait une perspective à tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans Gilets jaunes. Elle mettrait en échec les manœuvres de Wauquiez et de Le Pen qui cherchent à instrumentaliser la colère sociale et dont l'objectif est de récupérer tôt ou tard le pouvoir pour finir de détruire tous les acquis sociaux.

Macron devra, tôt ou tard, partir mais cela ne doit pas être au profit de Wauquiez ou de Le Pen ; ce départ doit au contraire ouvrir la voie à un gouvernement au service des travailleurs et travailleuses.

SOURCE : À L'ENCONTRE